

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F  
« programme communiste »  
1 an, pli ouvert : 40 F  
1 an, pli fermé : 60 F

15<sup>e</sup> ANNEE — N° 248  
LE NUMERO : 2 FF  
20 FB - 1 FS  
30 juillet-9 sept. 1977

## Les aveux de l'eurocommunisme

Voilà un an que ce nouveau rejeton de la contre-révolution stalinienne qu'est l'eurocommunisme, recevait sa consécration officielle à la conférence de Ber-

lin. Depuis, l'enfant a grandi, et les traits monstrueux que laissait pressentir sa lourde hérédité ainsi que les conditions de sa naissance, se sont accentués.

Nous, communistes révolutionnaires, avons osé affirmer, dans le combat contre le stalinisme, que communisme et démocratie étaient antithétiques. La contre-révolution proclama leur mariage — qu'elle présentait comme provisoire, avec le tournant des Fronts populaires. Il n'était pas difficile de prévoir lequel des conjoints devait étouffer l'autre. Aujourd'hui, même « le plus stalinien des partis européens », le PCF, s'est définitivement débarrassé du décorum — il ne pouvait plus s'agir pour lui en effet que d'un décorum ! — de la « dictature du prolétariat » pour reconnaître comme seul et unique but, vis à vis de l'Etat, la démocratie, devenue synonyme de socialisme.

Mais alors, qu'est-ce qui distingue désormais sur ce point l'eurocommunisme de la social-démocratie ? Pas grand-chose, en réalité, puisque Carrillo s'est même cru obligé d'écrire tout un livre pour tenter, selon ses dires, d'éviter les possibles confusions. Maintenant, on ne peut plus se contenter de « proclamations sur la défense des libertés », il faut, quotidiennement, « démocratiser l'Etat », en « retournant » contre le capital ses « appareils idéologiques » : l'Eglise, l'Université et, naturellement (aussi avec une majuscule) ... la Famille ! Hélas, l'Etat bourgeois sera plus facile à éliminer que ces trois saloperies !

Rendons cet honneur à l'eurocommunisme qu'il dit la vérité quand il pousse

son évolution jusqu'au rejet de la dictature prolétarienne, ce qui débarrasse notre revendication de ses interprétations libérales.

De leur côté, les prêtres du Kremlin, qui prétendent lancer contre lui les foudres d'une « orthodoxie marxiste-léniniste » sur mesure, ne convaincront personne. A peine parviendront-ils à se tailler ici et là un petit parti pro-soviétique comme ils viennent de le faire dans le déjà groupusculaire PC de Grande-Bretagne.

Nous, communistes internationalistes, avons osé soutenir, devant les ravages du stalinisme, qu'on ne pouvait marier le communisme et la patrie. La contre-révolution proclama leurs épousailles, avant d'envoyer les prolétaires des « démocraties occidentales » (impérialistes jusqu'à la moelle et tenant les jeunes nations sous le carcan colonial) défendre les privilèges de « leurs » bourgeoisies au nom de la « défense de la Russie ». Il n'était pas difficile de prévoir à terme la renonciation formelle à l'internationalisme prolétarien.

Déjà, en échange de quelques avions américains, le « génial » Staline avait dispersé les restes du cadavre de la III<sup>e</sup> Internationale dont il avait été le bourreau en chef, et les larbins des PC occidentaux expliquèrent que l'organisation internationale du prolétariat n'était justifiée que par l'enfance des partis « communistes ».

### DANS CE NUMERO :

- Italie : riposte prolétarienne à l' « accord programmatique »
- En Suisse, 40 ans d'ignoble « paix du travail »
- Phrase activiste ou préparation révolutionnaire ?
- Non au million !
- L'après-grève aux fonderies de l'Au-thion

Aujourd'hui, les PC occidentaux ont grandi, mais nourris au sein de leurs bourgeoisies respectives, sous l'aile de leurs Etats respectifs, et ils en viennent à affirmer le refus de toute organisation même la plus fédéraliste : « il ne s'agit pas d'un nouveau centre, dit Marchais à propos de l'eurocommunisme. Nous sommes définitivement sortis de tout organisme international, qu'il s'agisse d'un organisme mondial ou régional [...]. Si d'autres pensent autrement, c'est leur droit, mais ils ne nous feront pas bouger d'un pouce » (Le Monde du 25-6).

La raison de cette attitude est candidement donnée par un dirigeant du PCI, Bufalini, dans *Rinascita* : « le PCI n'est

(suite page 2)

## L'impérialisme français est bien secondé

« Priver notre pays de sa seule force de dissuasion dont il dispose désormais conduirait, selon une logique trop souvent suggérée, à le placer très vite sous le parapluie américain. Nous ne voulons d'aucun protectorat ». Quel est le gaulliste qui parle ainsi ? Eh bien, figurez-vous, ce n'est pas un gaulliste : c'est Kanapa, dans l'Humanité du 25-7. C'est précisément le genre d'homme qui prétendait ridiculiser hier la force de frappe comme instrument « d'indépendance nationale » en expliquant que toute sa logistique était contrôlée par les Etats-Unis.

Et cet homme digne de confiance, comme son parti (parce qu'il est capable de changer quand il faut de politique, du moment que c'est utile à ses maîtres), poursuit : « La neutralité n'est certes pas une politique qui convient à la France ». On s'en serait douté ; la neutralité n'est certes pas la qualité première de l'impérialisme, même lorsqu'il feint de voir dans les concurrents les éternels agresseurs. Que l'on jette un œil en Afrique où l'heure des repartages a sonné.

Derrière le mot d'ordre encore répété ces jours-ci par Guéringaud à l'occasion d'une tournée des capitales africaines aux ordres de Paris, le fameux « l'Afrique aux africains », se cache bien la volonté de préserver envers et contre tous les chasses gardées sur ce continent.

Il n'est pas un seul coin de ce continent où la France ne soit impliquée et où la possession d'une bonne armée ne soit un atout, même du point de vue diplomatique. La corne de l'Afrique ? Le Sahara occidental ? L'Angola ? L'Afrique du Sud ? Le Zaïre ? Partout ! Et cette semaine, alors que l'Egypte, le Soudan et la Libye échangent des coups sur la côte comme à Koufra, la France ache-

(suite page 3)

## Non au million !

Comme à l'habitude, la bourgeoisie profite de l'été, où les travailleurs sont plus désorganisés par les congés, pour exercer et renforcer son dispositif de répression policière en particulier contre les immigrés : expulsions des délégués Sonacotra en 76, mise en place de l' « aide au retour » cet été (cf. *Le Prolétaire* n° 244).

Les « bénéficiaires » : pour l'instant seulement les chômeurs en situation régulière recevant une allocation chômage, sauf ceux de la CEE et les travailleurs saisonniers (soit environ 92000 chômeurs au 31-3-77 — *Le Monde*, 18 et 19 juin 77).

Les conditions : c'est toute la famille qui devra partir, conjoint et enfants mineurs, ces derniers devant renoncer à leurs titres de travail et de séjour de même que les « bénéficiaires » à qui l'ANPE les échangera contre, non la somme, mais le formulaire de demande de l' « aide » et la signature d'une renonciation à tous leurs droits.

Le montant : 10000 F, et une « indemnité de voyage », prix du billet de retour. Pour le conjoint chômeur allocataire, 10000 F, mais seulement 5000 F s'il est salarié, et 5000 F par enfant chômeur allocataire ou salarié. Pour les membres de la famille ni salariés ni chômeurs, rien, pas même le prix du voyage.

C'est non seulement un vol manifeste, puisque le « bénéficiaire » perd tous ses droits (allocations chômage, sécurité sociale, allocations familiales, retraite) pour lesquels il a pourtant cotisé des années durant, c'est aussi de la poudre aux yeux, car ce n'est qu'à l'arrivée au pays que l'aide sera versée par le consulat de France ou l'ONI : quelle possibilité alors de réclamation pour le travailleur isolé, coupé de ses camarades ?

C'est aussi un formidable moyen pour renforcer le contrôle, l'intimidation, les pressions policières et administratives : tenue d'un fichier spécial des immigrés chômeurs, « contrôle toutes les deux semaines de la situation du chômeur » donc de sa rentabilité, obligation pour eux de répondre par

(suite page 2)

## Phrase activiste ou préparation révolutionnaire ?

(A propos du groupe « Le Bolchevik »)

Sous le titre « Les opportunistes et la situation révolutionnaire », le groupe *Le Bolchevik*, né en octobre 1976 comme continuateur de l'ex-Eveil (ml), écrit dans son n° 15 (25-5-77) : « La discussion à l'Assemblée Nationale du plan « Barre bis » a révélé une fois de plus la profondeur de la crise politique de la bourgeoisie française, prouvant ainsi aux plus aveugles l'existence en France (comme dans l'Europe tout entière et même dans la plupart des autres pays, peut-on dire, sans exagérer) d'une situation révolutionnaire. Or, reconnaître ou non qu'il existe une situation révolutionnaire n'est pas une simple divergence sans conséquence. C'est là une question politique fondamentale sur laquelle se divisent aujourd'hui les opportunistes et les communistes véritables, les social-chauvins et les internationalistes ».

C'est sur la base de ce postulat péremptoire que le même article nous accuse péle-mêle avec la LCR, l'OCT, LO, HR et... Enver Hoxha, d'être « aux côtés des social-chauvins et des opportunistes avérés » : « En définitive le PCI, malgré ses phrases de lutte contre l'opportunisme et le centrisme ne soutient pas vraiment les actions révolutionnaires actuelles du prolétariat, ne propage pas les mots d'ordre révolutionnaires et pro-

létariens, n'appelle pas à la révolution socialiste immédiate pour conjurer la guerre impérialiste. Or, tout est là ».

Les injures du *Bolchevik* — étayées, si l'on peut dire, par une « analyse » des plus fantaisistes de la situation ainsi que de nos prétendues prises de position, allègrement falsifiées à l'usage du lecteur qui n'aurait pas le temps d'aller vérifier sur pièces — ne mériteraient que le rire, surtout de la part d'un groupe qui prétend nous donner des leçons d'anti-opportunisme alors qu'il n'a lui-même entrepris de rompre avec le stalinisme que... depuis quatre ans. Si nous croyons utile cependant de répondre à cette philippique, c'est qu'elle nous donne l'occasion de revenir une nouvelle fois sur une question vitale, pour les communistes : celle de la préparation révolutionnaire, en rapport avec le cours historique des crises et des révolutions. C'est aussi qu'elle illustre de façon particulièrement limpide l'impuissance — répandue dans un cercle bien plus vaste que celui du mouvement d'origine ml, et depuis bien plus longtemps que *Le Bolchevik* ne se l'imagine — de toutes les tentatives de combattre le stalinisme par la « fausse ressource de l'activisme » d'une part, du sectarisme de l'autre (1).

### Analyse des situations ou situationnisme ?

Ce qui distingue le parti révolutionnaire des partis opportunistes, ce n'est pas que le premier verrait la révolution proche, et que les seconds la verraient éloignée. C'est que les partis opportunistes défendent en toute situation — révolutionnaire ou pas — la bourgeoisie, alors qu'en toute situation le parti révolutionnaire se prépare (et prépare le prolétariat) à l'abattre. La raison d'être du parti communiste (ce qui déter-

mine sa nature et sa fonction en toutes circonstances), c'est qu'il est le parti de l'attaque révolutionnaire contre la bourgeoisie, celui qui devra être l'état-major de l'armée prolétarienne en lutte lors de l'insurrection et de la dictature. C'est en ce sens que nous disons que le parti communiste est, par définition, un parti d'offensive. Mais pour pouvoir être à la tête du prolétariat en lutte dans les situations — rares dans l'histoire,

à moins de prendre ses désirs pour des réalités — de flambée révolutionnaire, il faut qu'il ait su s'y préparer, jour après jour, dans les longues et mornes périodes de contre-révolution comme dans les périodes de lente reprise ou encore de reflux partiel. Il faut qu'il ait su y préparer le prolétariat en se montrant dans les faits, et pas seulement dans ses proclamations, l'unique parti révolutionnaire, le seul capable de le guider d'une main sûre dans sa longue guerre contre la bourgeoisie, qui n'est pas faite seulement de grandes offensives, mais aussi de retraites à protéger, et de modestes escarmouches quotidiennes, où précisément les forces s'éprouvent et se trempent pour la lutte finale.

La logique toute formelle du *Bolchevik* est aux antipodes de cette conception

(suite page 3)

(1) Ce n'est pas le lieu ici de développer en détail une question aussi vaste et qui a fait l'objet de nombreux articles dans notre presse, ni de donner une critique approfondie des différents groupes en cours de rupture, plus ou moins conséquente, d'avec le maoïsme. Celle-ci sera faite plus tard.

On pourra se reporter, entre autres, aux articles suivants : « Nécessité primordiale du parti » (*Le Prolétaire* n° 163), Réunion générale du parti sur le III<sup>e</sup> Congrès de l'IC et la « théorie de l'offensive » (n°s 165 et 166), *Le prolétariat et la crise* (n° 191), *Crise et révolution* (*Programme Communiste* n° 62), *Encore sur crise et révolution* (n° 65), *Le sens de notre activité « extérieure »* (*Le Prol.* n°s 212 et 214). Pour le diagnostic économique de la récente crise du capitalisme, voir les rapports périodiques sur *Le cours de l'impérialisme mondial*, notamment dans *Le Prol.* n° 191 et *Progr. Comm.* n°s 67 et 72.

# Non au million!

(suite de la page 1)

écrit à la proposition d'« aide » dans un délai d'un mois avec suppression des allocations chômage en cas de refus (*Le Monde*, 23-6-77). Constitution d'un fichier central où l'ONI recensera tous les « bénéficiaires » pour les empêcher de revenir ultérieurement, préparant pour demain la mise en situation irrégulière, avec son cortège de pressions multiples, de ceux que leurs conditions matérielles pousseront inévitablement à revenir. Il s'agit donc d'expulsions à peine déguisées, que Stoléro se propose d'étendre demain à l'ensemble des immigrés chômeurs, l'alternative étant expulsion avec la promesse de 10 000 F ou non déclaration du chômage avec mise en irrégularité.

C'est enfin une puissante arme de division : entre travailleurs français et immigrés, pour chercher à briser la solidarité ouvrière si le patron licencie prioritairement des immigrés et à attiser le racisme ; entre les travailleurs immigrés, en cherchant à démobiler les plus en retard du point de vue de la lutte ou ceux en situation matérielle désespérée, en opposant ceux qui auront droit aux 10 000 F et les autres. Bref, une tentative d'empêcher les avant-gardes combattives de la classe de se fonder dans le creuset unique de la lutte de classe, de briser le front de classe embryonnaire qui tente de se constituer par dessus les nationalités et les conditions particulières (Sonacotra, nettoyeurs du métro), front dont dépend la capacité de réaction de toute la classe. Pour pouvoir lutter demain contre la dégradation de leurs propres conditions de vie et de travail, les travailleurs français doivent dénoncer et combattre cette nouvelle mesure d'expulsion et de contrôle de leurs frères de classe.

## LA GREVE DES NETTOYEURS DU METRO Leçons et bilan

Cette brochure de 56 pages est en vente au prix de 4 F. Une édition en langue arabe sera disponible dans quelques semaines. Lecteurs, sympathisants, passez commande, diffusez-la autour de vous!

## LA COLLECTE POUR LE COMITE DE GREVE DES NETTOYEURS DU METRO

Les sommes remises par notre Parti au Comité de Grève au titre des collectes pour les Ouvriers du Nettoyage en Grève sont les suivantes : 9-6, collecte du PCI, 1.260 ; 27-6, collecte publique Paris, 550 ; 27-6, collecte publique Rouen, 350 ; 16-7, collecte publique Paris, Toulouse, Grenoble, 610,30 ; collecte des sections du PCI, 3.042,80. Tous ces versements ont fait l'objet de reçus.

# Les aveux de l'eurocommunisme

(suite de la page 1)

plus une petite et modeste force de propagande, mais un grand parti national, au seuil du gouvernement, et par conséquent appelé à assumer à tout moment des fonctions gouvernementales. Il est donc évident que le plus important est aujourd'hui pour nous — par rapport à la propagande idéologique — la fonction politique étatique de notre parti, la proposition et la réalisation d'une politique extérieure italienne, européenne et mondiale ». Les choses sont claires : le principe auquel est soumise toute la politique des PC, tient dans **les besoins de l'Etat national**. Comment voudriez-vous concilier cela avec la propagande internationaliste ? C'est bien ce que nous avons toujours dit, pour notre part. Merci de l'aveu.

Qui croira donc, là aussi, les prêtres du Kremlin quand, pour exorciser les démons centrifuges, ils exhibent de leur bibliothèque marxiste l'idée que « le communisme est seul et unique » ? Sans doute est-ce une idée juste, scientifique et puissamment subversive. Mais quel sens peut-elle avoir, maniée par vous, messieurs les archivistes d'un marxisme-léninisme prostitué aux intérêts de l'impérialisme grand-russe ? Ce n'est en effet pas par hasard si on peut lire au même moment, dans la revue **Temps nouveaux**, cette analyse qui n'a de profond que son côté archi-conservateur : « la Grande-Bretagne est une chose et l'Espagne une autre, la Grèce est une chose et la Norvège une autre complètement différente... Certes **L'Humanité** fait bien mieux que vous en vantant chaque jour, sous la plume d'un écrivain à la mode différent, les mérites de chaque région de notre cher pays (celui des 600 fromages, dont on oublie de dire que sous l'effet de la mécanique capitaliste ils prennent tous le même goût, infect, il va sans dire). Mais au fond, messieurs les théoriciens du socialisme **made in USSR**, vous n'avez rien à envier à l'eurocommunisme. La seule chose qui vous en distingue est votre volonté, devenue risible, de prolonger l'époque bénie où vous parveniez encore à vous affubler des drapeaux de votre victime, la révolution prolétarienne de Russie, pour utiliser le mouvement prolétarien international comme levier de vos intérêts nationaux.

Le principe numéro un de l'« internationalisme prolétarien » de toute cette engeance contre-révolutionnaire est le « respect de l'autonomie des autres partis », bref la consécration **explicite** de la subordination de chaque parti et de cha-

que classe ouvrière aux intérêts des différents Etats nationaux.

\*

Il nous faut quand même accorder un mérite à ce fumier de Carrillo. Il y a en effet un point sur lequel on ne peut pas confondre tout à fait l'eurocommunisme et la social-démocratie. C'est que cette dernière peut encore se payer le luxe, au moins formellement, d'une internationale. Cela est dû au fait que, comme l'expliquait Trotsky, à se vendre dans chaque pays à sa bourgeoisie, il vaut mieux encore se vendre à la bourgeoisie la plus puissante et qui les commande toutes, la bourgeoisie américaine, qui peut ainsi dicter ses ordres centralement. L'eurocommunisme n'en est pas encore tout à fait là. Il est dans une phase de transition où il doit affirmer le principe absolu de l'indépendance nationale pour s'échapper de Moscou.

Mais l'idéologie de la **détente** entre les blocs a favorisé le passage en douceur sur les positions actuelles en permettant de concilier la « fraternité idéologique » avec l'Est avec la reconnaissance progressive de l'appartenance au pacte atlantique et même à l'OTAN. Dans ce processus où le PCI s'est placé à l'avant-garde, tous les partis occidentaux ont désormais vanté **l'équilibre européen**, déclaré solennellement leur volonté de **respecter le statu quo international**, ce qui, étant donné le partage entre les deux grands au lendemain de la seconde guerre impérialiste, revient à affirmer leur appartenance au bloc occidental. A force de pratiquer cette réalité, les contacts sont toujours plus fréquents entre ces larbins et le chef véritable, les Etats-Unis, et même un Knapa peut écrire dans **Foreign Affairs**.

Cependant le temps qui a permis cette évolution est aujourd'hui passé. Les pays de l'Est entrent dans une période de « déstabilisation » et d'effervescence dangereuse, dont l'éveil des oppositions est un indice parmi d'autres. Les Etats-Unis respecteront-ils, comme ils l'ont fait pendant les trente dernières années, les pactes conclus à Yalta et à Potsdam, en donnant leur assentiment aux opérations de police russes dans ses chasses gardées en échange de leur monopole à l'Ouest ?

Sans doute le Kremlin n'a pas tout à fait tort d'accuser Carrillo de donner « une interprétation de l'eurocommunisme qui répond exclusivement aux intérêts de l'impérialisme [entendez : aux intérêts du bloc impérialiste opposé à celui de l'impérialisme de Moscou, commodément affublé du masque du socia-

lisme] ». Il existe en effet tout un **jeu réciproque** entre les tenants de l'eurocommunisme et les Etats-Unis, où le PCF retarde étant donné le « problème allemand » et le besoin d'une alliance de revers pour l'impérialisme français.

D'abord, le gendarme mondial finira bien par se convaincre par l'expérience du rôle utile d'**amortisseur social** joué par le néo-stalinisme dans les secousses inévitables qui attendent l'Europe Occidentale. Dans le même temps, l'eurocommunisme, de plus en plus susceptible de « remplir une fonction gouvernementale », sera toujours plus poussé à reconnaître explicitement qu'en Europe, le maintien de l'ordre social revient en dernière instance à l'Etat le plus puissant, c'est-à-dire aux Etats-Unis. C'est une réalité déjà admise par toutes les bourgeoisies européennes depuis des décennies et à laquelle le stalinisme lui aussi a déjà sacrifié.

Ensuite, l'eurocommunisme, s'il devient autre chose qu'une propagande pour « donner une Europe forte », non seulement contrevient aux intérêts russes dans cette zone, mais de plus en laisse les fruits à l'Amérique car cette dernière est la seule force capable de discipliner un peu les intérêts divergents de l'Europe en jouant sur le danger à l'Est. Mais, même comme simple instrument de propagande, l'eurocommunisme joue un rôle en prenant des mains des oppositions dans les pays de l'Est le drapeau du « socialisme à visage humain ». En démontrant toujours plus l'efficacité conservatrice de ce drapeau à l'Ouest, il pourrait recouvrer une excellente pièce d'artillerie dirigée contre l'Etat russe, convergeant parfaitement avec la nouvelle « offensive libérale » de Carter. Là aussi, vis à vis des Etats Unis, qui lèvent aujourd'hui le glaive de la défense sacrée des « droits de l'homme », l'eurocommunisme n'a qu'une courte distance à courir pour rattrapper la social-démocratie.

Devant les aveux cyniques de la soumission des héritiers du stalinisme aux réalités bourgeoises et à la concentration toujours plus grande des forces internationales de la conservation sociale, rappelons les besoins de la prochaine vague révolutionnaire : affirmation que la **voie de la révolution communiste est unique**, violente, antinationale, antidémocratique et dictatorial ; besoin d'une **stratégie unitaire internationale** du prolétariat ; besoin d'un **parti unique mondial**, internationalement centralisé : ce sont des **conditions sine qua non** de la victoire de la révolution.

## ITALIE

# Riposte prolétarienne à l'« accord programmatique »

En Italie, le « compromis historique » vient d'être couronné par la signature d'un accord minimum de gouvernement entre « tous les partis de l'arc constitutionnel », c'est-à-dire principalement entre la Démocratie Chrétienne et le PCI. La classe ouvrière va donc être appelée à se serrer encore plus la ceinture et à courber encore plus l'échine. La machine de répression, évidemment démocratique, dont le renforcement n'a pas été oublié dans l'accord, étant là pour convaincre les hésitants.

A cette occasion nos sections italiennes ont diffusé le manifeste suivant :

C'est à bon droit que les bourgeois les plus conscients des intérêts généraux de leur classe et, avec eux, les opportunistes, ont salué et saluent comme un **fait historique**, un **tournant décisif**, l'accord programmatique conclu entre les partis soi-disant ouvriers et les autres « partis de l'arc constitutionnel » au premier rang desquels se place la Démocratie Chrétienne.

Pour l'aile la plus « intelligente » de la bourgeoisie, c'est là un fait historique en tant que point d'arrivée d'un long processus visant à employer à la défense de l'ordre constitué capitaliste les partis qui, à l'origine, avaient inscrit en tête de leur programme la lutte pour sa destruction, et à les transformer ainsi d'organes de la **guerre** de classe qu'ils étaient en organes de la **paix** entre les classes, ce qu'ils sont bien effectivement devenus, et ils s'en vantent.

C'est en même temps, hélas, une confirmation historique, que les prolétaires paient de leur sueur et de leur sang, de cette vérité marxiste : tourner le dos à la cause de la révolution pour embrasser celle des **réformes** ne signifie pas prendre une voie plus sûre quoique plus longue au socialisme, mais **renoncer** au socialisme pour maintenir debout le mode de production bourgeois et sa société, en se soumettant d'autant plus inexorablement aux lois du capital que l'on se révèle plus audacieux et radical en proposant de le « réformer ».

C'est justement sur la base d'une renonciation désormais **déclarée** à la voie unique — révolutionnaire et dictatorial — vers le socialisme que les faux partis ouvriers, le PCI en tête, et les syndicats qui en constituent les **filiales** soi-disant « autonomes », se sont chargés de **cogérer** le sauvetage de l'économie nationale en crise de la seule façon possible en système capitaliste : blocage du « coût du travail », donc des salaires, augmentation de la productivité, donc exploitation croissante de la force de travail ; renforcement de la machine répressive de l'Etat contre toute menace et même soupçon de menace contre l'« ordre public » et la « paix sociale » ; les « représentants des travailleurs » se chargent eux des tâches policières et s'emploient à enseigner au prolétariat cette vertu chrétienne qui consiste à tendre l'autre

joue. Autrement dit, ils se sont chargés de **désarmer politiquement et organisativement** les prolétaires devant leur ennemi quotidien, toujours identique malgré tous ses camouflages démocratiques et progressistes, cet ennemi qui leur crie : **austérité, discipline, sacrifices !**

Comme c'était dans la logique du « socialisme dans un seul pays » ; comme c'est dans celle des « voies nationales et démocratiques au socialisme », on voudrait réduire le prolétariat pour toujours à cet état de lâche soumission ! C'est cela, le fruit mûr de la « victoire électorale du 20 juin » dans laquelle nous avons dénoncé, seuls entre tous, une victoire de la **conservation sociale**.

Prolétaires ! Si le moment est **historique** pour la bourgeoisie, nous devons y apporter une réponse également **historique**. Cette réponse **ne doit pas être seulement** le signal de l'abandon de toute illusion démocratique, gradualiste et conciliatrice même dans la plus modeste des négociations syndicales ; **elle ne doit pas être seulement** le signal de la reprise **générale** de la lutte de classe avec ses méthodes et ses moyens classistes — la grève sans préavis ni limitation de durée, la solidarité entre tous les exploités, chômeurs et non chômeurs, hommes et femmes, jeunes et vieux, entre toutes les catégories — ; **on ne doit pas seulement** refuser de laisser de côté la défense du salaire réel, de la réduction de la journée de travail pour réclamer des investissements qui produiraient, prétend-on, de nouveaux emplois. Notre réponse **ne doit pas être seulement** le signal d'un effort d'organisation même local de cette lutte de résistance classiste, contre son sabotage par des syndicats qui ne sont plus rouges mais tricolores.

Elle doit être aussi le signal d'une déclaration **politique** de guerre, non de paix, à la société bourgeoise ; d'un combat opiniâtre pour reconstruire des organes de défense immédiate de la classe ouvrière qui soient **indépendants de l'Etat et des partis qui le soutiennent**, et pour que renaisse à l'échelle mondiale le Parti Communiste révolutionnaire, car sans l'intervention déterminante et la large influence de celui-ci, la lutte revendicative et ses organes resteraient toujours emprisonnés **dans les limites** de la société capitaliste, incapables donc de se renverser.

C'est le moment — vraiment historique — de retisser la trame des organismes intermédiaires de la classe ouvrière et de reconstruire le parti communiste révolutionnaire unique et mondial, condition nécessaire pour transformer l'inévitable réponse du prolétariat à la collaboration nationale interclassiste en lutte politique générale pour les buts finaux indiqués par Marx, Engels, Lénine :

REVOLUTION ET DICTATURE PROLETARIENNES !

ABOLITION DU TRAVAIL SALARIE !

COMMUNISME !

Parti Communiste International.

## Les mérites de la LCR reconnus par... le PCF

La presse bourgeoise a remarqué le coup de chapeau du PCF au penseur de la LCR Henri Weber : dans l'introduction de son livre, *Le PCI : aux sources de l'eurocommunisme*, France Nouvelle a discerné avec approbation, le 11 juillet, « des sources » sous le « roc des certitudes trotskistes » (cf. *Le Monde* du 16-7-77).

A ces mots, la LCR ne se tient plus de joie : « En reconnaissant Henri Weber — et, de fait, l'organisation qu'il représente — comme interlocuteur à part entière, c'est le trotskisme en tant que courant du mouvement ouvrier qui est reconnu » etc., etc. (*Rouge* du 12-7-77).

Or, l'activité théorique de Weber, digne complément de la stratégie d'opposition loyale au PCF de la LCR — cf. *Le Prolétaire* n° 245 — consiste, fondamentalement, dans le dénigrement (plus ou moins explicite) du magnifique travail révolutionnaire consigné dans les trois premiers congrès de la Troisième Internationale, et dans l'apologie des erreurs opportunistes qui ont, hélas, été faites par la suite et qui ont rendu impossible la résistance du Parti sous les coups de l'adversaire. On comprendra donc sans peine que la source dont l'oreille exercée du PC a su reconnaître le doux bruit, c'est celle de l'utile, du précieux centrisme, qui, mariant des apparences révolutionnaires avec le réformisme, tend à ramener dans les eaux férides de la social-démocratie renforcée stalinienne les éléments combattifs qu'il a pu attirer par ses airs guerriers !

Des Weber (comme jadis, des Kautsky, toutes proportions gardées), l'opportuniste en a besoin pour expérimenter et compléter la panoplie de théories « nouvelles » dont il se servira pour essayer de masquer aux ouvriers la nature contre-révolutionnaire du chemin où il veut les pousser. Et puis, s'assurer par quelques flatteries les voix « trotskistes » aux élections, ce n'est pas cher payé pour le PCF... Mais il pourrait même économiser cette dépense, tant les penseurs de la LCR semblent avides de jouer les poissons-pilotes de la gauche parlementaire !

# Phrase activiste ou préparation révolutionnaire ?

(suite de la page 1)

marxiste. Les opportunistes, dit *Le Bolchevik*, nient l'imminence de la révolution (ce qui est faux, d'ailleurs, dans le cas des centristes). Donc, quiconque nie aujourd'hui l'imminence de la révolution est par là même un opportuniste (2). Ce qui montre bien, d'une part, le peu de prix qu'il attache aux principes et au programme, d'autre part à quel point il ignore et minimise la préparation révolutionnaire : celle-ci est la préparation d'une révolution « immédiate » ou elle n'est pas ! Or nous ferons remarquer une chose : qu'on justifie (comme l'a toujours fait l'opportunisme, particulièrement stalinien) la modification incessante des principes en fonction des tournants, vrais ou supposés, de la situation, et l'abandon du

programme révolutionnaire dans les situations qui ne le sont pas ou qui semblent refluer (3), ou que vice versa on érige en devoir quasiment moral le fait de découvrir partout des « situations révolutionnaires » (4), dans les deux cas on montre son mépris des principes et, loin de préparer l'avenir, on ne fait que s'adapter, de la manière la plus plate et la plus conformiste, au *statu quo*. Parce qu'il n'a pas tiré un bilan complet de la contre-révolution stalinienne ni rompu explicitement avec ses méthodes, et aussi parce qu'il croit pouvoir remplacer le matérialisme marxiste par le... sentiment, *Le Bolchevik* est tout naturellement porté au « situationnisme ». Et il est condamné à combiner ces deux attitudes, gauchiste et droitiste, et à osciller constamment de l'une à l'autre (5).

et pour celle du capitalisme à se développer sans entraves — accentuant par là-même sa pression sur la classe ouvrière et sa possibilité d'en corrompre des franges plus ou moins larges par les miettes de ses surprofits. C'est dire que l'analyse d'une situation ne peut se contenter des faits *actuels*, partiels et contingents (ou pire des états d'âme, réels ou supposés, ou... de l'opinion des journalistes). Elle doit prendre en compte *tous* les facteurs, au cours de toute une période historique.

Au moment où Lénine écrivait les lignes citées ci-dessus (1915), la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale était venue comme un reniement brutal des promesses d'action révolutionnaire de tous les Congrès internationaux, alors que les traditions de lutte classiste du prolétariat étaient encore bien vivantes, et que des noyaux communistes consistants forçés dans toute la période antérieure se montraient prêts à reprendre le flambeau. Les cinquante années de contre-révolution stalinienne, par contre, ont non seulement détruit le parti mondial et désarmé le prolétariat, mais renforcé activement, durant des décades, le pouvoir du capital. C'est pourquoi, notamment, le deuxième après-guerre ne pouvait reproduire mécaniquement le premier. Aujourd'hui, nous ne sommes plus, comme alors, « au plus bas de la courbe contre-révolutionnaire », mais il faut

avoir le courage de reconnaître et de dire aux prolétaires que, malgré la lente accumulation de matériaux inflammables à l'échelle mondiale et les signes, sporadiques mais bien réels, depuis dix ans, de reprise de la combativité prolétarienne, la situation est encore *terriblement défavorable*. Ceci non pour « dissuader [le prolétariat] de passer aux actions révolutionnaires », comme le prétend stupidement *Le Bolchevik*, mais pour rappeler au prolétariat et à son parti la nécessité impérieuse de s'y préparer avec plus d'ardeur.

Mais pour pouvoir le faire, il faut avoir tiré le bilan de la contre-révolution stalinienne, sans s'en masquer toute la profondeur et la gravité. Aussi n'est-il pas étonnant que des groupes qui n'ont pas vraiment rompu avec leur passé stalinien, comme le *Bolchevik*, se trouvent converger avec... des groupes trotskystes dans la même surestimation systématique des situations, le même triomphalisme plus ou moins hystérique — auxquels contribuent par ailleurs leur commun *spontanéisme*, leur commune sous-estimation des facteurs subjectifs et du rôle du parti. Les uns et les autres tendent à voir partout des « actions révolutionnaires de masse », partout des Soviets (ou des embryons de Soviets), partout des preuves que « la révolution a commencé » (ou est sur le point de commencer) en Europe.

## Invariance, mais pas métaphysique

Ce ne sont ni les situations ni l'analyse des situations qui peuvent dicter au parti sa « ligne ». Sa théorie, ses principes, ses règles tactiques et organisatives ne dépendent nullement des tournants historiques. En particulier, un parti qui n'est pas révolutionnaire dans les périodes de contre-révolution ne le sera jamais dans les périodes de révolution. Un parti *démocratique* dans les périodes de réaction ne sera jamais anti-démocratique dans les périodes où tous les antagonismes de la société seront portés à incandescence par la situation révolutionnaire. Il sera, immanquablement, dans le camp de la contre-révolution.

Ceci ne veut pas dire que le parti révolutionnaire doit ignorer la nécessité de la *défense*. L'opportunisme est défensiviste : il ne conçoit de défense que légaliste, démocratique, pacifiste. Le parti révolutionnaire mène les combats même défensifs en ayant constamment en vue la nécessité d'en faire une école de guerre et un point d'appui pour l'attaque future, et en ne perdant pas une occasion de passer, fût-ce partiellement et momentanément, à l'offensive si les rapports de force le permettent (7).

Cela ne veut pas dire non plus que les possibilités objectives que le parti a de développer tous les domaines de son activité (et tous les aspects de son organisation) sont les mêmes en toute situation. Dans toutes les situations le parti revendique toujours l'ensemble de ses tâches : défense de la théorie, défense et renforcement de son organisation, participation active à toutes les luttes de la classe ouvrière. Mais le *degré* de développement respectif de ces activités permanentes dépend de conditions objectives, de ses forces, de sa phase de développement. De même il serait enfantin de croire qu'en toute période ses indications de lutte puissent devenir de véritables *mots d'ordre*, susceptibles d'organiser les prolétaires.

Enfin, cela ne veut pas dire qu'il lui suffise de posséder un éventail tactique pour savoir se conduire en toute situation. La tactique est un *art difficile* précisément parce

qu'elle exige du parti qu'il sache appliquer ses principes invariants à une réalité concrète qui, elle, est mouvante et inégale. C'est pourquoi, loin de nier l'analyse des situations, le parti doit savoir la conduire d'une façon scientifique, la plus froide, précise, complète et nuancée qui soit. Il doit étudier à fond les situations (et les différentes forces qui y interviennent), non pour s'y plier — ni non plus pour s'enfermer dans une contemplation de savant en chambre —, mais pour les utiliser, les maîtriser, devenir un facteur efficace de leur *transformation* dans un sens révolutionnaire.

On chercherait en vain dans *Le Bolchevik* une analyse scientifique du cours de l'impérialisme mondial, sur le plan économique et politique, ou de l'histoire — passée et présente — de la classe ouvrière. Il est frappant de constater qu'à l'appui de son affirmation que « la situation actuelle est révolutionnaire » il n'avance *aucun argument* en dehors de commentaires des journalistes bourgeois (très sérieux comme on sait) sur les disputes au sein de la majorité, de nouvelles affirmations sur les « actions révolutionnaires actuelles sur la vie chère et le chômage » (6), ou encore de citations de Lénine tirées de leur contexte historique et maniées (selon la plus pure tradition stalinienne) à la façon de formules religieuses qui auraient, par elles-mêmes, la vertu de fermer la bouche à l'adversaire. C'est ce qui s'appelle une attitude magique.

C'est dans un tout autre esprit que nous disons qu'il peut être utile, en un sens, de « formuler les prévisions révolutionnaires avec une certaine avance sur les événements » : dans le sens où le parti doit toujours avoir devant les yeux la nécessité de préparer activement la révolution, de combler le retard entre les conditions subjectives et objectives, et dans la mesure où cela ne le conduit pas à « tomber dans des erreurs grossières sur l'appréciation immédiate des rapports de force » (7), et par conséquent aussi sur ses tâches. Dans un cas on a l'attitude d'un parti de combat, dans l'autre une dangereuse *démagogie*.

## Le poids de la contre-révolution

Qu'est-ce qu'une situation révolutionnaire ? Elle se caractérise, d'après la citation même de Lénine donnée dans l'article du *Bolchevik*, par une série de conditions objectives : 1) « impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée » ; 2) « aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées » ; 3) « accentuation marquée [...] de l'activité des masses [...] poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le « sommet » lui-même, vers une action historique indépendante ». Pour que la révolution, continue Lénine, surgisse de cette situation, il faut que s'y ajoute une condition subjective : la « capacité » de la classe révolutionnaire de lutter pour le renversement du pouvoir de la classe ennemie, cette capacité étant elle-même étroitement liée — c'est dans toutes les pages de Lénine — à l'existence du parti révolutionnaire et à l'influence conquise par lui sur la classe.

Les conditions objectives ne dépendent pas de notre volonté. Mais ceci ne veut pas dire qu'il n'y ait pas une *interaction* entre les facteurs objectifs et les facteurs subjectifs qui conditionnent une situation. En particulier, « l'accentuation marquée de l'activité des masses [...] vers une action historique indépendante » est évidemment conditionnée, retardée ou favorisée, non seulement par la misère matérielle (qui ne provoque pas automatiquement la reprise de classe, mais qui dans certaines circonstances peut au contraire pousser à l'apathie et à la démoralisation) mais par *tout un passé* où les traditions, les inerties, les défaites ou les succès, le poids et le rôle de l'opportunisme, l'existence ou non du parti révolutionnaire, son activité, jouent un rôle déterminant. Il en va de même pour la capacité de la bourgeoisie à maintenir sa domination

C'est une vérité d'évidence, pour les marxistes, que les révolutions ne sont pas faites par un parti ni par une minorité de prolétaires d'avant-garde, mais par de grandes masses qui sont poussées à la lutte révolutionnaire par leurs intérêts *matériels* bien avant d'avoir conscience du but vers lequel elles tendent. C'est pourquoi le rôle du parti communiste n'est pas seulement (même si ces tâches sont fondamentales) de propager un programme, de faire des prosélytes, de formuler des mots d'ordre révolutionnaires. Pour qu'il puisse remplir son rôle de direction révolutionnaire, il est indispensable qu'il participe activement à toutes les luttes, même les plus humbles, les moins exaltantes, que des groupes de prolétaires engagent pour la défense de leurs intérêts immédiats et sans lesquelles ils se priveraient eux-mêmes « de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure ». Il participe aux luttes économiques de la classe — avec leurs moyens et leurs formes d'organisation *spécifiques* — sans jamais en faire un but en soi, mais en y voyant un terrain où se forge l'« union grandissante des travailleurs » dans la perspective de la révolution et qui est en même temps un puissant moyen de propagande et de prosélytisme *indirects* pour la révolution et le parti. Encore une fois, ce qui distingue le parti communiste des partis opportunistes, ce n'est pas que le premier serait bon pour la lutte révolutionnaire, les seconds pour la lutte immédiate. Les partis opportunistes ne défendent pas plus les intérêts matériels de la classe que ses intérêts historiques. Vice versa, seul un parti qui a rompu radicalement avec tout l'ordre établi peut défendre de façon conséquente les intérêts et immédiats et historiques du prolétariat. Le sectarisme et l'idéalisme peuvent se traduire, dans ce domaine, de différentes manières. Tantôt ils conduisent au refus pur et simple de participer aux luttes immédiates (c'était, par exemple, la position de l'ancien *Eveil*, dont *Le Bolchevik* fait l'« auto-critique » dans son n° 6). Mais on n'échappe pas non plus au sectarisme quand on perd de vue le caractère *spécifique* de ces luttes

pour les réduire à un simple terrain d'affrontement propagandiste avec l'opportunisme et de recrutement pour le parti. Avec tout un luxe de points d'exclamation ironiques, *Le Bolchevik* écrit : « au lieu d'appeler à l'organisation immédiate des prolétaires communistes en un véritable parti de lutte contre l'opportunisme et le capitalisme, il [le PCI] les appelle à « se regrouper par dessus (!!) toutes les barrières dressées, indépendamment (!!) de leur appartenance syndicale ou politique » (!!), cela « dans les luttes immédiates », c'est-à-dire économiques !! » ; on ne trouve pas « dans *Le Prolétaire* une lutte acharnée pour la rupture avec les opportunistes et les chefs opportunistes, pour leur rejet, leur expulsion des syndicats et autres organisations de masse (il s'agit de « contrer » partout les « ravages du réformisme » !!) ». Mis à part les mensonges grossiers, ce que *Le Bolchevik* est incapable de comprendre, c'est qu'il n'y a pas antagonisme, précisément, entre appeler les prolétaires à s'organiser en parti politique révolutionnaire, distinct de tous les autres, opposé à tous les autres, et les appeler à s'unir, quelles que soient leur appartenance politique, etc., pour la défense de leurs conditions de vie et de lutte ; que d'autre part il n'y a nullement identité entre les appeler à s'unir à la base, dans la lutte immédiate, sur des revendications et avec des méthodes de classe, et les appeler à s'unir « avec leurs chefs opportunistes ». C'est même tout le contraire.

Loin d'être une renonciation à la lutte contre l'opportunisme, une telle action de *défense conséquente* du prolétariat est une condition indispensable sans laquelle cette lutte se réduit à un *sport*, à un affrontement d'idées et de boutiques, et conduit à abandonner les prolétaires les moins avancés à l'influence de l'opportunisme, à rendre impuissants leurs frères d'avant-garde. Loin d'être une chute dans le réformisme, cette lutte de défense aujourd'hui est une condition indispensable pour rapprocher — et préparer — le moment de l'attaque révolutionnaire victorieuse contre le capitalisme.

## L'impérialisme français

(suite de la page 1)

mine des renforts de matériel au Tchad, tant pour mater les révoltes chroniques que pour préserver cette zone stratégique.

Assurément, l'impérialisme n'est pas neutre. Il est nécessairement agressif, et les larbins du PCF sont à son service, contribuant à renforcer la pression du militarisme et de l'impérialisme sur les masses exploitées des colonies et des semi-colonies mais aussi sur le prolétariat de la métropole. Il ne faut pas l'oublier.

## Qu'est ce que le socialisme ?

(socialisme scientifique contre socialisme national algérien)

N° 6. Série « Le Prolétaire ». 3 F

Acaban de aparecer en español

**LAS TESIS CARACTERISTICAS DEL PARTIDO seguidas de LO QUE DISTINGUE A NUESTRO PARTIDO**

A NOS LECTORES

Le prochain numéro de ce journal paraîtra le 10 septembre

(2) Il est symptomatique (et flatteur pour nous) de rapprocher les injures du *Bolchevik* à notre égard de celles adressées par le *Nouvel Eveil* — et non démenties par lui — aux thèses du III<sup>e</sup> Congrès de l'IC sur la situation mondiale et sur la tactique. Constatant la montée, au cours du premier semestre 1921, d'une offensive bourgeoise de grande envergure contre le prolétariat, ces dernières affirmaient notamment, comme tâche capitale du parti dans cette crise de « diriger les combats défensifs du prolétariat, de les élargir, de les approfondir, de les grouper et de les transformer [...] en combats politiques pour le but final ». Et le *Nouvel Eveil* (n° 16, p. 21 et suiv.) de fulminer : « révision complète du tableau de la situation mondiale dressé par Lénine au II<sup>e</sup> Congrès » ! théorie des stades ! théorie de la stabilisation du capitalisme ! apologie de la réforme ! on trahit Lénine ! (tout en cachant soigneusement, en l'occurrence, que Lénine prit justement tout au long du congrès, et avec la plus grande vigueur, la défense des thèses sur la tactique contre les partisans de la « théorie de l'offensive »...). Tous les leitmotiv des Maslow, des Thalheimer et autres Pogany se retrouvent d'ailleurs, caricaturés, chez nos « offensivistes » modernes.

(3) Faisant l'« autocritique » de l'ancien *Eveil* qui arguait du manque de préparation

révolutionnaire du prolétariat pour conclure à la nécessité, dans la situation actuelle, de « mener une lutte énergique pour la démocratie, contre la réaction », le *Nouvel Eveil* écrivait (n° 11, p. 5) : « depuis quand les communistes déterminent-ils leur ligne politique et leur tactique en fonction de l'état d'esprit des masses et non à partir d'une analyse économique et politique des tendances objectives, de la situation à l'échelle nationale et internationale ? ». Situationnisme dans un cas, situationnisme dans l'autre.

(4) 1930, 1936, 1939, 1948, 1953, 1968, 1977... Nous en oublions sûrement.

(5) Les partisans ultra-gauchistes de la « théorie de l'offensive » en mars-juillet 1921 sont tous, sans exception, tombés plus tard dans les bras de la social-démocratie ou du stalinisme. Encore s'agissait-il de gens qui avaient combattu autrement qu'en paroles. *Le Bolchevik*, pour l'instant, s'en tient à l'offensive verbale.

(6) Exemples d'« actions révolutionnaires actuelles » selon *Le Bolchevik* : les journées d'action des 7 octobre et 24 mai ! On voit comment l'impatience ultragauche rejoint le plus plat suivisme...

(7) Lénine sur le chemin de la révolution (discours tenu par Bordiga en 1924).

# En Suisse, 40 ans d'ignoble « paix du travail »

Il y a exactement 40 ans, le 19 juillet 1937, le patronat et les syndicats suisses signaient l'ignoble **paix du travail**.

Ce n'était pas un hasard. A cette époque-là, on avait dévalué le franc pour favoriser la relance des exportations, et la diminution du salaire réel qui suivit, avait provoqué dans la métallurgie des revendications d'augmentation de salaire. Le 26 juin, face à la résistance du patronat, les ouvriers de la Sulzer de Winterthur avaient décidé de faire grève : on prévoyait que 15 à 20.000 ouvriers croiseraient les bras ; l'ampleur potentielle de la lutte, dont le déclenchement était imminent, mettait en danger les négociations menées par la FOHM (syndicat des métaux et horlogers) avec le patronat depuis le début de l'année afin d'assurer la « paix sociale » dans la difficile situation que traversait la Patrie. Il était urgent de montrer au capital de quoi un « syndicat responsable » était capable. Envoyé comme représentant de la FOHM à la deuxième assemblée de la Sulzer, son président Conrad Ilg avait fait preuve de tout son mépris pour les travailleurs : « J'ai déjà déclaré ce matin — dit-on — que [...] quoiqu'en pense la base, je ne changerai pas d'un poil ma position... Nous avons décidé qu'on ne doit pas déclencher des grèves dans les grandes entreprises », et encore : « L'association patronale de la métallurgie a interrompu expressément les négociations sur la Paix du Travail pendant le mouvement de Winterthur ». Arrêter ce dernier était donc indispensable pour donner la dernière touche au chef-d'œuvre.

Grâce à l'intervention d'Ilg et à la présence de la direction de la Sulzer à l'assemblée suivante, l'ordre de grève fut, en effet, suspendu, et on décida la création de ce tribunal d'arbitrage (alors sans aucun représentant ouvrier) qui devait bientôt devenir le pilier de l'accord sur la « paix du travail ». Etant ainsi démontré que l'organisation syndicale était parfaitement capable de garantir l'ORDRE, le patronat, deux mois après, ne fit pas de difficulté à signer la convention. « Pour la Suisse — déclara le secrétaire de la FOHM, Emile Giroud — les risques seront moins grands (...) si l'industrie mécanique réussit à conquérir à brève échéance de nouveaux débouchés sur le marché mondial et à les maintenir (...) Pour que cela soit possible, la PAIX PROFESSIONNELLE [c'est-à-dire syndicale] DOIT REGNER DANS L'INDUSTRIE » ; et, pour flatter les travailleurs : « Les ouvriers aussi doivent y gagner, car il est plus facile d'obtenir des conditions de travail décentes quand l'industrie vit dans le calme que lorsqu'elle est agitée par toutes sortes de convulsions sociales ». Il n'y a rien de mieux que la paix des cimetières pour satisfaire les besoins, même les plus élémentaires, de la classe ouvrière :

telle est la « philosophie » des bonzes réformistes, telle fut la pratique des syndicats social-démocrates dans les 40 années qui suivirent.

La convention concluait une période d'agitation inhabituelle dans l'histoire du mouvement ouvrier helvétique. Les répercussions du premier massacre impérialiste sur la Suisse neutre avaient allumé là aussi la flamme de la lutte de classe, et les ouvriers avaient commencé à se heurter non seulement aux forces de l'ordre mais aussi à la social-démocratie et au centrisme qui agissaient comme des forces de conciliation sociale ou, carrément, de soutien à l'ordre constitué.

Les grèves avaient pris des dimensions préoccupantes, et le 15-11-1918 le Conseil fédéral avait dû occuper militairement Zurich. A la menace de militarisation de la main-d'œuvre, le parti socialiste et les syndicats, à travers la CAO, avaient répondu par une grève « symbolique » de 24 heures limitée à 19 localités (dont étaient exclus les cheminots) et fixée pour le 9 novembre. Mais le 11, après que la grève générale ait été décrétée à Zurich, quelque 300.000 ouvriers s'arrêtèrent spontanément. L'Etat répliqua en mobilisant quelques 100.000 soldats, et les bourgeois en organisant des « milices civiques ». Deux jours plus tard, avec l'excuse que la « continuation de la grève conduirait à la guerre civile », les chefs socialistes et syndicaux cédèrent à l'ultimatum gouvernemental et stoppèrent le mouvement. Comme on lit dans le « Volksrecht » du 14-11, « jamais une grève n'avait échoué de façon aussi honteuse : non pas sous les coups de l'adversaire, non pas par l'affaiblissement ou la démoralisation des ouvriers, mais par la lâcheté et la déloyauté des responsables. C'est une capitulation unique dans les annales de la grève ».

Mais la flamme n'était pas éteinte pour autant. En 1924, la reprise économique et le besoin croissant de main-d'œuvre avaient amené l'Etat à autoriser, par la loi Schulthess, la semaine de 54 heures (les 48 heures avaient été obtenues en 1918-19). La réponse ouvrière, surtout dans la métallurgie, ne se fit pas attendre, mais la FOHM, bien qu'ayant appuyé la grève pour ne pas perdre la face, avait négocié en coulisses avec Schulthess lui-même, et avait à la fin souscrit à un accord qui prolongeait le travail jusqu'à 52 heures. Le syndicat gagnait ainsi les galons officiels de défenseur de l'ordre établi. Ce n'est pas par hasard qu'en 1927 l'Union des Syndicats Suisses (USS) raya de ses statuts la phrase selon laquelle « elle se place sur le terrain de la lutte de classe ».

La crise de 1930, en frappant en particulier la florissante industrie suisse d'exportation, avait amené le gouvernement à promulguer une série de décrets d'urgence visant à contenir les revendications salariales.

De son côté, l'USS s'était résolument déplacée sur le terrain de l'assistance sociale pure et simple, premier pas vers la future paix du travail. Une convention qui donne déjà un avant-goût de cette « solution helvétique à la crise » est proposée en 1929 par l'ineffable Ilg au patronat, mais les temps n'étaient pas encore mûrs pour son acceptation. En mai 1932, à Zurich, la FOHM sabote la grève menée par les installateurs de chauffage contre la réduction des salaires ; le conseil municipal « rouge » interdit une manifestation appelée par les grévistes. Le lendemain ceux-ci poursuivent l'arrêt de travail ; la police municipale intervient et tire sur la foule : un mort, un blessé, de nombreuses arrestations. En novembre, à une manifestation antifasciste, autre fusillade contre les ouvriers ; 13 morts et 70 blessés. En juin 1934, l'USS adopte un nouveau programme qui, d'un côté, appelle à la lutte pour « un ordre économique et social capable de promouvoir le bien-être humain », et de l'autre fixe pour but, dans la lignée de Lassalle et Proudhon, « l'attribution au travail de la plus grande partie possible des fruits de l'économie publique ». A ces revendications vides et démagogiques, elle ajoute une série de mesures d'« encouragement » de l'économie nationale, mesures qui trouveront leur couronnement dans le referendum organisé en novembre par les syndicats en faveur d'un plan pour « combattre la crise économique et ses effets », plan qui sera repoussé un an après par les électeurs.

Ainsi étaient définitivement posées les bases de l'accord conclu, trois ans après, sur la paix du travail. Les racines de celle-ci doivent être recherchées dans le processus de formation et d'organisation du prolétariat en Suisse, dans la structure particulière de l'industrie, dans la difficulté du mouvement ouvrier à se libérer du radicalisme petit-bourgeois, dans la tradition fédéraliste héritée du passé historique du pays et, enfin, dans le caractère ultra-réformiste de la social-démocratie. Bref, elles doivent être recherchées dans un cours historique, dont le parti est en train de reconstruire avec précision les étapes, pour montrer que la « paix du travail » n'a été que le point d'aboutissement d'une trajectoire longue et inexorable.

C'est grâce à elle que les derniers quarante ans d'histoire sociale se sont écoulés sans aucune secousse importante dans la Confédération Helvétique et avec de très bonnes affaires pour les patrons. Résistait-elle à la pression d'une crise qui commence à faire sentir ses effets aussi dans ce paradis de la civilisation et de la démocratie capitaliste ? Nous ne le croyons pas, même si nous nous rendons compte du terrible joug dont les prolétaires suisses devront se libérer, et qui a pour nom **illusions pacifistes et démocratiques**.

## Presse du Parti

SOMMAIRE DU N° 14 (16 juillet) de

### il programma comunista

- Riposta proletaria all « accordo programmatico »
- Dietro i contrasti fra gli eurocomunisti e Mosca
- Chiudendo la « stagione dei congressi » i sindacati tricolore riconfermano la loro linea di collaborazione di classe
- Svizzera: il quarantesimo dell'ignobile « pace del lavoro »
- La nuova costituzione sovietica: un passo avanti nella confessione della natura capitalistica dell'URSS
- Alcuni dati sulla situazione economica italiana del 1976 secondo la contabilità nazionale vigente
- Nostri interventi e lotte operaie

## programme communiste

REVUE THEORIQUE

## Souscription permanente

Listes n°s 3-4-5-6.

Réunion publique Paris, 333,30 ; pour la mob, 200 ; Nouvel abonné, 13 ; Créteil, 20 ; des sympathisants, 76,10 ; J. P., 1 ; Charles, 80 ; Lille, 322, La Seyne, 600 ; Paris, 5.845,25 ; L., Soutien, 700 ; Strasbourg, 752 ; Le Havre, 400 ; Pour la presse, 1.000 ; un groupe de camarades, 648 ; Y., soutien, 47 ; Pour Le Proletaire, 148 ; Soutien, C., 205 ; Aix, 50 ; souscription exceptionnelle, 2.453,80 ; Lille, 651 ; Strasbourg, 458,60 ; Angers, 272 ; Paris, 2.327,63 ; R. et P., 300 ; Un groupe de sympathisants, 153 ; Angers, 250 ; Toulouse, 490 ; Grenoble, 135,50 ; Lausanne, 400 ; J. P., 22 ; Soutien, 18 ; des camarades, 260 ; Canada, 450 ; La Seyne, 500 ; pour le développement international de la presse, 2.638,84 ; D, 200 ; rappel, 223 ; sympathisants, 1.075 ; Barbieri, 30.

Total listes 3-4-5-6 : 24.749,02

Total précédent : 11.152,89

Total général : 35.901,91

**Soutenez le développement de la presse internationale du Parti**  
**Souscrivez !**

## Permanences du Parti

EN FRANCE

- A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc mais à partir de septembre (interruption en août).
- A Lyon : le samedi 3 septembre et en général le premier samedi de chaque mois, de 17 à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.
- A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt.
- A Paris : 20, rue Jean Bouton (12<sup>e</sup>). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau, interruption en août).
- A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin (interruption en août).

EN SUISSE

- A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le samedi 3 septembre et en général tous les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 10 à 12 heures, 32, rue Pré-du-Marché, 1<sup>er</sup> étage à droite : « Atelier » (interruption en août).

CORRESPONDANCE  
POUR LA SUISSE  
BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926

# L'après-grève aux fonderies de l'Authion

Nous avons relaté dans le *Proletaire* n° 246 la grève aux Fonderies de l'Authion et les manœuvres des chefs syndicaux pour entraver la lutte des ouvriers qui s'étaient situés sur le terrain de classe : grève illimitée, piquets, appel à la solidarité.

Mais pour l'opportunisme, c'est un exemple à ne pas suivre et, de la part des dirigeants syndicaux de la Bourse du Travail, tout est fait pour briser cet élan, pour l'isoler, et pour faire le silence autour de lui.

Les journaux locaux (qui avaient puisé leurs informations auprès de la Bourse) ont publié après la reprise du travail des articles infâmes : « il n'y avait que 4 ou 5 salariés de l'entreprise aux piquets, les autres étaient des quidams venus de l'extérieur ; la grève a été manipulée par un groupuscule révolutionnaire et la section CGT ne contrôlait pas la situation... » (en poursuivant) : « les responsables de l'UL ont mis les choses au point et les ouvriers ont changé leur attitude pour accepter de négocier ». Evidemment les articles oublient de mentionner que les ouvriers ont chassé les bonzes quand ils sont venus proposer leurs services pour la négociation ! Tout dans les articles cherche à faire croire que c'est la Bourse qui a dirigé la grève, qui lui avait échappé un moment. Il est totalement faux de dire que les ouvriers ont changé d'attitude, alors que c'est le patron qui a reculé (voir, pour commencer, le chèque de 440 F que les grévistes ont touché dès le jour de la reprise en paiement du tiers des jours de grève ! Ça, la Bourse n'en a pas parlé !)

Face à cette façon de présenter les choses, où la solidarité ouvrière se transforme en présence de « quidams » et en manipulation, les ouvriers des Fonderies

ont publié un communiqué pour exiger des rectifications : « la victoire, grâce aux méthodes employées, est notre victoire, à nous ouvriers des Fonderies, mais c'est aussi la victoire des sections d'entreprises et des travailleurs d'Angers qui nous ont soutenus. Les Bourses du travail n'ayant rien à y voir, ne nous ayant jamais soutenus, mais au contraire trahis... » « Si cette victoire a dérangé le patronat angevin et les responsables de la Bourse, elle ne pourra que réjouir tous les syndicalistes sincères et tous les ouvriers qui nous ont manifesté leur soutien. »

Plutôt que de continuer la guerre des communiqués dans la presse, la Bourse du travail a préféré la tactique du silence autour de la lutte aux Fonderies : des articles qui parlent des grèves qui ont eu lieu ces derniers temps ne la citent même pas ! Et les représentants de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers continuent leur besogne de division avec d'autres méthodes : fausses informations aux sections syndicales qui demandent des explications et surtout manœuvres de division parmi les ouvriers des fonderies pour isoler les travailleurs les plus combattifs. Les chefs de la Bourse d'Angers ont confié aux petits bonzes de la Bourse de Trélazé (Banlieue) le soin de mettre de l'ordre dans la section.

Le délégué syndical et les délégués du personnel ont donc été convoqués et on leur a demandé de désavouer ce qui avait été publié. Puis les responsables de la Bourse de Trélazé ont provoqué une réunion de tous les syndiqués pour tenter d'isoler les plus combattifs en tapant sur le délégué syndical et sur un autre ouvrier. Au point qu'un jeune ouvrier a dit : « mais il n'y a pas que lui, pourquoi lui en voulez-vous spécialement, nous aussi, nous som-

mes d'accord avec ce qui a été fait ». Ces traitres immondes ont été jusqu'à attendre que les deux ouvriers les plus attaqués soient partis pour demander aux autres syndiqués de changer de délégué syndical, ce qu'ils ont refusé. Cela ne peut pas être plus clair : il s'agit pour ces messieurs de creuser un fossé entre les ouvriers les plus combattifs et leurs camarades afin de rester maîtres de la situation : au service des patrons, contre les intérêts ouvriers : diviser pour régner !

Mais l'activité des ouvriers des Fonderies ne s'est pas arrêtée avec la grève et c'est bien cela qui fait peur aux bonzes. Quatre d'entre eux sont allés à Reims à l'enterrement de Pierre Maitre — un bonze a osé leur demander sur l'ordre de qui ils s'y étaient rendus ! Des collectes de solidarité ont été faites dans l'usine pour les grèves au garage Peugeot et à Arthus, mais aussi pour les nettoyeurs du métro, avec un télégramme de soutien.

Pour les bonzes, il n'y a que deux possibilités : ou bien exclure la section si elle reste homogène (il y a eu des menaces ouvertes). Mais l'autre est pour eux bien meilleure : isoler les éléments les plus remuants et les faire désavouer par la « base ». C'est à cela qu'ils s'emploient activement.

Il faut donc que les travailleurs des fonderies serrent les rangs, qu'ils fassent tout pour avoir une section syndicale la plus vivante possible et que le maximum des syndiqués participent à toutes les actions et à leur préparation ; qu'à travers le partage des responsabilités et des tâches se forge une unité que les traitres ne puissent pas briser ; que les liens avec les travailleurs des autres boîtes qui sont nés pendant la grève se développent.